

Je voudrais essayer de répondre à ces accusations, qui peuvent sembler raisonnables lorsqu'il s'agit de condamner les prix du pétrole, à la condamnation sous-entendue, comme elle l'a été bien des fois déjà à la Chambre, des autres éléments de la politique économique du gouvernement et à l'accusation selon laquelle le gouvernement n'aide pas ceux qui sont durement touchés par les hausses de prix généralisés et les taux d'intérêt élevés.

Dans le budget du 28 octobre, le gouvernement a promis essentiellement trois choses. Premièrement, il a promis de contenir les dépenses et d'en aligner le rythme de croissance sur celui de produit national brut, d'ici quatre ans. Deuxièmement, il a promis de réviser l'ordre de priorité des dépenses gouvernementales pour mettre l'accent sur le développement économique, la rénovation industrielle et le recyclage de la main-d'œuvre. On a lancé ces programmes pour tenter d'aider les gens à procéder aux adaptations qu'il faudra apporter dans notre vie professionnelle quotidienne au cours des prochaines années. Enfin, le gouvernement a promis de suivre une politique monétaire adaptée à la lutte contre l'inflation.

Je vais traiter d'abord de argument concernant le prix du pétrole. Nous avons entendu aujourd'hui des députés de l'opposition affirmer qu'ils n'auraient pas fait grimper le prix du pétrole aussi rapidement que le gouvernement ne l'a fait. C'est une affirmation étonnante; en fait, c'est tout simplement faux.

Dans le passé, j'ai accordé foi aux déclarations faites par le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) quand il était ministre des Finances, et je continuerai probablement de le faire. Je crois qu'il avait compris les réalités de l'économie dont doivent tenir compte tout ministre des finances, le pays et le gouvernement. Quand il est d'humeur pessimiste, il ne se laisse pas aller à des sophismes comme certains députés de l'opposition, et je m'empresse de pointer du doigt l'honorable représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald). Le député de Saint-Jean-Ouest peut être des plus logiques. J'ai écouté attentivement ce qu'il avait à dire. Je crois savoir qu'il interviendra dans ce débat tout de suite après moi, auquel moment il pourra répondre.

● (2050)

Le député de Saint-Jean-Ouest était invité hier à l'émission Question Period. L'animateur lui a posé certaines questions fort intelligentes auxquelles le député a répondu sans ambages. Je voudrais aujourd'hui vous rapporter certaines de ces réponses qui se rattachent au débat actuel. Ces réponses nous révèlent quelque chose de la politique des conservateurs, ou encore de ce que les partisans sérieux de ce parti estiment que devrait être la politique conservatrice, et comprennent une analyse de la politique du gouvernement actuel. Dans beaucoup de cas, cette analyse est des plus justes et des plus lucides.

L'animateur a demandé au député de Saint-Jean-Ouest quelles auraient été les augmentations du prix du pétrole et quelle aurait été la situation sous un régime conservateur. Voici ce que le député a répondu:

Si nous avions été au pouvoir, nous n'aurions pas déboursé 5 milliards de dollars en subventions aux importations pétrolières. Le prix consenti au producteur primaire pour le baril de pétrole aurait été bien plus élevé et la subvention aux importations pétrolières aurait été sensiblement plus facile, tout comme le déficit; en outre, même avec les taux d'intérêt actuels et un crédit d'impôt à l'énergie, le déficit n'aurait pas été aussi lourd qu'il ne l'est en ce moment.

L'énergie

Cela signifie, si je comprends bien, que si les paiements d'indemnisation versés aux importateurs de pétrole sont moins élevés, alors les prix pétroliers devront être plus élevés, car les paiements d'indemnisation versés aux importateurs sont calculés en fonction de la différence qui sépare le prix national du cours mondial. Si les paiements d'indemnisation avaient été moins importants, soit que le cours mondial aurait été moins élevé, ce qui est inconcevable car nous n'y pouvons absolument rien, soit alors que le prix national aurait été plus élevé, ce qui est fort plausible. Non seulement cela, mais le prix versé au producteur primaire pour un baril de pétrole aurait été beaucoup plus élevé que celui consenti par le gouvernement actuel.

Ce sont là certaines des déclarations du député de Saint-Jean-Ouest à l'émission Question Period. L'animateur lui a encore demandé à quel rythme les prix de l'énergie devaient grimper au Canada et s'il était nécessaire de les hausser. Tous les députés, je crois, s'accordent à reconnaître la nécessité de cette hausse. Voici la question posée:

... A quel rythme, d'après vous, devrions-nous rapprocher le prix national du cours mondial? A quel rythme devrions-nous procéder?

Voici ce qu'a répondu le député:

Eh bien, d'après moi, nous devrions relever le prix national au moins aussi rapidement que nous le proposons il y a quelques années; nous devrions certainement le remonter de 75 p. 100 d'ici les quelques prochaines années... A mon avis, nous ne devrions pas attendre trop longtemps. Nous nous sommes déjà suffisamment dorlotés comme ça...

L'animateur a ensuite posé au député la question suivante:

Croyez-vous que nous devrions porter nos prix pétroliers à un niveau réaliste et plus stable, mettons, en trois ans, ce qui est passablement rapide, ou bien devrions-nous étaler la chose sur cinq, six ou même sept ans?

Le député a répondu ceci:

Je crois que nous aurions suffisamment de trois ou quatre ans.

M. Crosbie: C'est exact!

M. Evans: Le député approuve. Naturellement, c'est lui qui parlait. L'essentiel est que le député présente ici ce qu'il considère comme une politique raisonnable et responsable, soit d'augmenter le prix du pétrole à 75 p. 100 du prix mondial sur les trois ou quatre prochaines années. C'est une position à laquelle il adhère fermement. Cependant, elle est en contradiction flagrante avec les déclarations que ses collègues ont faites tout au long de la journée, en accusant le gouvernement de suivre une politique irresponsable pour n'avoir pas majoré le prix du pétrole d'autant.

Le député de Saint-Jean-Ouest n'est pas le plus agressif dans le débat sur le prix du pétrole. Hier, le député de Calgary-Centre (M. Andre), alors qu'il prononçait un discours dans l'Ouest, je crois, a dit qu'il considérait que le prix du pétrole canadien devrait être porté très rapidement à \$35 le baril.

M. Taylor: Vous payez le pétrole mexicain plus cher.

M. Evans: Le député dit que nous payons le pétrole mexicain plus cher. On nous a dit aujourd'hui que les consommateurs canadiens avaient grandement à souffrir de la politique des prix de l'énergie du gouvernement. Si nous devions majorer nos prix de 50 à 75 p. 100 par rapport à aujourd'hui, ils en souffriraient encore plus. Vous ne pouvez gagner sur les deux tableaux.